

La problématique de la prestation effective des ONG, des médias et de la recherche à l'Est de la République Démocratique du Congo en proie à l'insécurité perpétuelle.

Par Emery Patrice LUMUMBA TWAHA

Introduction

Sumommée « poudrière de l'Afrique Centrale », le Grand Kivu est en proie aux conflits armés. Ceci entraîne une insécurité permanente qui entrave non seulement la reconstruction et le développement socioéconomique de la RD Congo mais aussi menace la stabilité de toute la sous-région.

L'insécurité à l'Est de RD Congo défraye toujours la chronique avec son cortège de souffrances, ses victimes civiles, ses cohortes de réfugiés, sa confusion militaire ; malgré la présence de la mission des Nations Unies pour la Stabilité au Congo (MONUSCO). En effet, les Casques bleus (dont les « soldats de la paix » assistent parfois en spectateur aux malheurs qui s'acharnent sur cette partie du pays. On croirait que depuis la fin de la guerre du Rwanda en 1994, l'épicentre des conflits s'est déporté à l'Est de la RDC, précisément sur les hautes terres de la crête Congo-Nil ou encore la partie orientale des deux provinces du Nord-Kivu (capitale Goma) et du Sud-Kivu (capitale Bukavu).

Toutes les tentatives de règlement des conflits initiés à cet effet, ont accouché d'une souris. (qui se sont succédé depuis plus d'une décennie se soldent par un échec.). Ainsi, la diplomatie semble être vaincue par les dynamiques de guerre. A titre d'exemple, les résolutions prises en ce qui concerne le

désarmement des groupes armés illégaux ne sont jamais allées au-delà de l'effet d'annonce. Un communiqué commun signé à Nairobi par la RDC et le Rwanda le 9 novembre 2007 visant notamment le désarmement des milices, a accouché d'une souris, vu l'insécurité incessante à l'Est. Du 6 au 23 janvier 2008, une « Conférence sur la paix, la sécurité et le développement », réunie à Goma a initié le processus dit « Amani » *Amani*, paix (paix en swahili) qui a connu l'adhésion de 22 groupes armés. Cette conférence qui s'est à nouveau prononcée sur le désarmement de toutes les milices, s'est avéré tout aussi vaine que les initiatives précédentes. Ce qui donne l'impression que chaque réunion vouée à la recherche de la paix est comme le prélude d'une recrudescence des combats.

De ce qui précède, nous osons dire que l'insécurité est un mythe de Sisyphe à l'Est de la RD Congo. Il serait difficile dans ces conditions de travailler en toute liberté, sans être pris par l'angoisse d'être sous surveillance d'un œil méchant lorsqu'on exerce un métier tel que ceux qui nous intéressent dans cette étude, même si c'est pour le bien-être de la communauté.

Ainsi, notre contribution s'articule autour de trois points notamment, l'historique de l'insécurité à l'Est de République Démocratique du Congo, le problème de prestation des ONG, des médias et de la recherche dans une zone en conflits et les pistes de solution pour une cohabitation pacifique entre les trois secteurs concernés par cette réflexion pour le développement intégral de la République Démocratique du Congo.

1. L'historique de l'insécurité à l'Est de République Démocratique du Congo.

La République Démocratique du Congo est le deuxième grand pays d'Afrique après l'Algérie. Elle compte vingt-cinq provinces et la ville de Kinshasa la capitale politique, qui est aussi

considérée, comme la vingt-sixième province du pays. L'ancienne province de Kivu découpée en 1988 en trois parties dont le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema constitue la zone la plus gangrenée par des conflits armés. Paradoxalement, c'est l'une des parties du pays qui est comptée parmi les régions les plus prospères. Elle est riche sur le plan minier, touristique, culturel, hydrographique (par la présence des grands lacs comme le lac Albert le plus poissonneux d'Afrique, le lac Kivu, le lac Edouard). Elle est une région qui abrite les parcs nationaux tels que Virunga, Kahuzi-Biéga, Garamba et Lomami.

Mais depuis 1994, l'année du génocide rwandais qui a provoqué l'afflux des migrants rwandais hutu en République Démocratique du Congo, les conflits armés sont devenus habituels. Ses causes sont exogènes et endogènes. Parmi ces causes exogènes, nous retiendrons ; les implications des intérêts économiques et géographiques vitaux des belligérants, l'intervention des Etats voisins avec l'intention de traquer les groupes armés hostiles à leurs gouvernements.

Quant aux causes endogènes, nous pouvons citer sans vouloir être exhaustif : Le non-respect des textes légaux, les manipulations idéologiques, les problèmes fonciers, l'affaiblissement de la cohésion interne de l'Etat, le contrôle des matières premières, le déclin économique, l'accroissement du banditisme, etc. (DINGANGA SIKABAKA 1998).

Les combats à l'est opposent plusieurs milices rebelles aux Forces Armées officielles. Même pour les Congolais, il est parfois ardu de discerner les différents groupes et les nouvelles alliances du fait de leur extrême mouvance et de leur volatilité. Les alliances évoluent sans cesse tandis que de nouveaux groupes apparaissent constamment. Certains sont soutenus à l'externe et les autres à l'interne.

La persistance de ces conflits armés et les difficultés à améliorer la situation malgré plusieurs tentatives d'accords de paix relèvent de plusieurs explications. En effet, les facteurs majeurs de ces conflits demeurent (dans) la question foncière (le foncier) et la quête des minerais.

La question foncière, principale cause des violences inter-ethniques, ne date pas d'aujourd'hui. Mais elle n'a cessé de s'aggraver au rythme d'une croissance démographique qui fait de la terre l'enjeu central des conflits sociaux. Les mutuelles agricoles apparues après l'indépendance eurent d'emblée une forte identité ethnique. L'ACOGENOKI, Association coopérative des groupements d'éleveurs du Nord-Kivu était à dominante tutsie, tandis que la MAGRIVI, Mutuelle agricole des Virunga (Nord-Kivu) représentait les intérêts des agriculteurs hutus. On mesure à travers ces mutuelles l'articulation étroite entre enjeux fonciers et crispations identitaires dans un contexte de pression démographique critique. La situation devient chaque année plus insoutenable dans ce petit espace saturé d'Afrique centrale où les conflits sont devenus un « mode de vie ».

Par ailleurs, les rapports de bien d'études menées en République Démocratique du Congo suggèrent que les minerais seraient à la base des conflits armés dans ce pays sous-continent. Autrement dit, les nombreuses ressources dont regorge le sol et le sous-sol de ce pays attireraient les convoitises, à la fois des groupes armés et des investisseurs étrangers. Les groupes armés trouvent dans ces conflits ses (des) moyens de survie, étant donné que l'économie minière est très réactive au marché mondial surtout celle du tantale dont le Kivu dispose, qui serait aussi l'une des causes des conflits à l'Est du pays.

Dès lors, l'économie entretient des liens étroits avec la guerre et l'insécurité. Tous les acteurs des conflits participent au pillage des ressources, soit pour financer l'achat d'armes, soit pour

des raisons d'enrichissement personnel. Le premier groupe d'experts de l'ONU avait déjà mis en évidence le fait que l'exploitation des ressources naturelles, de moyen de financement du conflit en était devenue la finalité, et donc la cause de sa perpétuation. Les rapports, jusqu'au plus récent, remis au Conseil de Sécurité sont suffisamment explicites pour confirmer que l'on est toujours dans le même schéma d'exploitation illicite qui au fond satisfait tous les acteurs. Une enquête réalisée en juillet-août 2008 par Global Witness a abouti aux mêmes conclusions : tous les groupes militaires sont impliqués dans l'exploitation illicite des ressources minières (MUKULUMANYA 1999).

2. L'impossibilité de prestation libre et effective des ONG, des médias et de la recherche à l'est de la République Démocratique du Congo.

Les médias, les ONG et la recherche connaissent des difficultés réelles et quasi impossibles à contourner dans leur organisation, fonctionnement ou accomplissement de leurs objectifs (leur mission première) à cause de l'insécurité. Autrement dit, l'insécurité à l'Est dont on a brossé l'historique a créé des difficultés matérielles qui rendent impossible soit l'implantation, soit le l'organisation soit le fonctionnement ordinaire (normal) soit l'accès à l'information crédible des médias, des ONG, des chercheurs. Ex : des missions d'enquêtes qui n'ont pas abouti ; des médias qui n'ont pas pu s'implanter ou qui ont été obligés de fermer et de s'implanter ailleurs...

2.1. Les médias

La presse de province est souvent irrégulière. Elle rencontre d'énormes problèmes d'approvisionnement en matières premières, d'impression (les journaux des provinces avoisinantes

viennent imprimer à Kinshasa, ceux de l'Est impriment parfois à Kampala) et manque cruellement de personnel qualifié.

Comme dans presque toute la République Démocratique du Congo, les titres vivent de leurs accointances avec les hommes ou partis politiques et ne développent guère de réel projet éditorial. Par ailleurs, la confusion est constante entre espaces rédactionnels et publicitaires ; on constate en permanence la publication d'articles issus non d'une démarche désintéressée de collecte de l'information, mais de la vente d'un espace à un individu ou une structure. Certaines pratiques de grande corruption semblent aussi fréquentes dans certains titres (chantages, falsifications), et la pratique du « coupage », intervention financière visant à obtenir du journaliste qu'il publie ou taise une information, s'est généralisée. Les entreprises se caractérisent par l'inexistence d'une véritable politique de gestion, l'opacité comptable et la faiblesse de la formation des ressources humaines dans tous les secteurs de la production et de l'administration.

Toutefois, le paysage radiophonique a connu lui aussi un développement extraordinaire, quoique plus tardif. La Radio Elikya, créée en 1995 par l'Église catholique, constitue une des plus anciennes initiatives ayant survécu. Pour la seule ville de Kinshasa, on compte aujourd'hui quelque 23 stations qui émettent en FM. La plupart de ces radios appartiennent au registre confessionnel, essentiellement des radios dites « évangéliques » ou « messianiques » (Radio-Télévision Puissance, Radio-Télévision Message de vie, Radio-Télévision Armée de l'éternel, Radio de l'Église du Christ au Congo...). On trouve aussi des radios privées commerciales (Raga FM, RTKM, MBC...) ou des radios communautaires (Réveil FM). Dans les provinces, où la presse écrite est souvent inexistante ou très irrégulière, la radio demeure le média le mieux implanté, chaque province voyant se développer un nombre plus ou moins important d'initiatives privées. (Patrick de Favre Bintete 2010). Mais ces radios associatives et

communautaires se plaignent du montant trop élevé du récépissé et de la licence de détention de fréquence.

En outre, il faut noter que les radios, média populaire par excellence, ont beaucoup souffert de la situation d'instabilité et d'occupation du pays, se trouvant souvent prises en otages par les belligérants soucieux de faire passer leur message. Elles ont été l'objet de multiples mesures de suspension, d'interdiction et de menace.

Par ailleurs, le canal de diffusion pouvant couvrir toute l'étendue du pays est la RTNC (Radio-Télévision nationale du Congo, ex-Voix du Zaïre). La crise de l'entreprise audiovisuelle publique est d'ailleurs patente à Kinshasa comme dans les stations de province où, en plus du matériel obsolète et des ressources humaines peu motivées, des problèmes techniques entravent la diffusion. Dans les provinces, son signal est fréquemment interrompu, la station ne parvenant pas à couvrir les charges de sa retransmission auprès de son opérateur satellitaire.

Aujourd'hui, la seule radio qui couvre l'ensemble du territoire est la Radio Okapi. Créée dans le cadre de la Mission de l'Organisation des Nations unies au Congo (MONUC), elle a commencé à émettre en février 2002. La conduite du projet est assurée par la Fondation suisse Hironnelle, spécialisée dans la mise en place de radios « humanitaires » dans les pays en crise. Trois ans après sa création, la radio a développé une dizaine d'antennes locales dans les différentes provinces et paraît être de plus en plus écoutée, même si aucune statistique n'est disponible à ce sujet. Si le projet peut être considéré comme une réussite, il suscite toutefois plusieurs interrogations quant à son indépendance éditoriale concernant la couverture des actions de la Monusco et surtout quant à son avenir ultérieur : le fonctionnement de cette entreprise médiatique coûte aujourd'hui 8 millions de dollars par an, financement assuré essentiellement par les Nations unies,

l'USAID (Agence américaine pour le développement international), le DFID (Coopération britannique pour le développement) et la DDC (Direction du développement et de la coopération suisse).

Au terme de la mission de maintien de la paix, cette radio reviendra-t-elle aux autorités congolaises pour que les infrastructures soient réintégrées à la RTNC ? Sera-t-elle privatisée, au risque de tomber dans les mains d'hommes d'affaires impliqués en politique comme c'est bien souvent le cas ? Peut-elle être confiée à un consortium de radios locales afin d'être gérée sur le mode communautaire par un partenaire local non institutionnel ? Fermera-t-elle simplement ses portes ? Cette question, pourtant cruciale, n'est pas tranchée. (Patrick de Favre Bintete Op.cit.).

Les télévisions congolaises manquent de ressources, le marché publicitaire demeurant restreint dans un pays troublé et dominé par l'économie informelle. Outre les grandes industries brassicoles, les entreprises de téléphonie mobile sont les seules à investir dans la promotion de leurs produits. Dès lors, les télévisions fonctionnent souvent, faute de moyens, grâce au bricolage (technique, humain et financier) et n'ont guère de perspectives d'évolution. Certaines d'entre elles sont également très proches des hommes politiques et des milieux d'affaires.

Les médias congolais souffrent d'une série de handicaps qui sont similaires à ceux que connaît la presse dans d'autres pays africains, encore aggravés par la situation de guerre et d'instabilité : délabrement économique, faiblesse des ressources publicitaires, capacités financières du public réduites, absence d'un circuit performant de distribution, manque de formation des personnels, et le faible niveau des rémunérations entraînant une plus grande sensibilité à la corruption.

Pourtant, les médias et les journalistes congolais peuvent aussi contribuer à la construction de la paix, comme le prouve l'expérience de Radio Okapi qui a joué un rôle essentiel dans le maintien d'une cohésion nationale. Dans les provinces, certaines radios communautaires, comme Radio Maendeleo à Bukavu, ou confessionnelles, telle Radio Amani à Kisangani, ont essayé de donner un écho aux souffrances causées par la guerre aux populations civiles et de laisser à ces dernières des occasions de s'exprimer et de se faire entendre. Soucieuses de dénoncer les violations des droits de l'homme perpétrées sous leurs yeux loin de la capitale, ces radios ont souvent été harcelées par les forces belligérantes coupables des exactions incriminées. Mais les tentatives des médias pour travailler de manière professionnelle, en offrant une perspective pluraliste, déplaisent généralement au pouvoir politique et aux groupes en conflit.

Le paysage médiatique du Congo-Kinshasa compte des centaines de publications, de stations de radio et des dizaines de chaînes de télévision. Plus de 4 000 individus sont considérés comme des professionnels des médias dans ce pays qui a connu successivement la dictature, une démocratisation chaotique et cinq années de guerre. Le secteur médiatique, largement à reconstruire et marqué par des années de corruption et de violence, a néanmoins aujourd'hui un rôle important à jouer à la fois dans la reconstruction de la paix et la pacification de l'Est du pays en proie à l'insécurité.

2.2. Les Organisations non gouvernementales

Des nombreuses ONG Internationales accompagnent la République Démocratique du Congo même dans les zones en conflits, comme c'est le cas de la Fondation Hironnelle. Elle existe depuis mars 1995, elle a créé et dirigée des radios telles que la Radio Agatashya dans la région des grands lacs africains, Star Radio au Liberia, l'Agence de presse Hironnelle auprès du tribunal

pénal International d'Arusha en Tanzanie, Radio Blue Sky au Kosovo radio Ndeke Luka à Bangui en République Centrafricaine. Moris Humutuk, un programme radio pour les réfugiés à Timor et radio Okapi en République Démocratique du Congo.

Il y a aussi The Search for Common ground qui oriente ses actions de résolution de conflit autour d'une approche qu'il dénomme approche *Common ground*. Cette approche permet d'orienter dans le conflit et d'identifier des possibilités qui n'apparaissent pas quand il y a une adversité. Il s'agit là d'un ensemble de principes et de pratiques qui peuvent, quand ils sont correctement utilisés, modifier en profondeur la relation qu'ont les personnes en conflit pour favoriser des solutions fondées sur la coopération. Cette approche permet en outre l'émergence de nouvelles possibilités de coexistence pacifique, en utilisant les atouts de la diversité et de l'inter connectivité. Elle travaille avec des partenaires locaux dans nombreux pays pour identifier les moyens appropriés de renforcer la capacité de ces sociétés à gérer le conflit de manière constructive. Actuellement il est dans 17 pays dont l'Angola, la Belgique, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Guinée, l'Indonésie, l'Iran, le Liberia, la Macédoine, le Maroc, le Moyen Orient (avec le bureau de Jérusalem & Aman), le Nigeria, la RD Congo, la Sierra Léone, l'Ukraine et les USA.

Nous pouvons aussi compter parmi ces ONG, La Benevolencia, qui est une ONG néerlandaise basée à Amsterdam et qui a pour vocation de promouvoir la paix et la réconciliation à travers de programmes radiophoniques. D'abord implantée au Rwanda, elle s'est ensuite installée au Burundi et à l'Est du Congo (Bukavu et Goma). Son approche diffère sensiblement de celle de SFCG, avec une perspective plus « psychologisante », sa méthodologie étant élaborée et suivie avant tout par des experts en psychologie des traumatismes. « L'ensemble du programme mené par La Benevolencia dans les Grands Lacs est soutenu à hauteur

de 2,5 millions \$, dont environ 800 000 \$ destinés aux bureaux congolais qui négocie en outre des financements complémentaires.

Parlant des ONG que nous avons évoquées ci-haut, tellement que le rôle des médias dans la résolution des conflits constitue un champ relativement neuf, ceci n'a jamais laissé « indifférent ces organisations qui jusque-là ont conduit un grand nombre d'initiatives sur le pouvoir qu'ont les médias ; d'influencer positivement les conflits et le processus de la démocratisation. Comme on doit le remarquer, ces projets visant les médias sont devenus partie intégrante de presque toutes les interventions multilatérales de construction de la paix dans des sociétés en proie aux conflits.

3. Les stratégies de résolution des conflits pour une prestation effective dans les zones en conflits à l'Est de la RD Congo.

La résolution des conflits en République Démocratique du Congo dus aux groupes armés est devenue une affaire internationale, vu l'ampleur de la cruauté que cela entraîne en perte de vies humaines. C'est la raison d'être de la mission des Nations Unies au Congo.

L'Afrique Sub-saharienne a été pendant longtemps le théâtre des guerres civiles. Tous les esprits veulent voir l'Afrique, notamment la région des grands lacs, renouée avec une paix durable d'autant plus que l'organisation des Nations Unies devait commencer à manifester véritablement son rôle de gardienne de la paix internationale, mobile pour lequel elle marque sa présence en RD Congo, il y a bientôt deux décennies.

Aujourd'hui, l'Est du pays est en proie aux conflits armés internes, « interétatiques » incessants compromettant ainsi ; la

paix, la sécurité et la stabilité politique dans la région des grands lacs. Il se trouve parmi les contrées du monde les plus affectées par l'insécurité. Pour pallier celles-ci, une mission de pacification du pays a vu le jour. Elle est la plus importante et la plus coûteuse des missions actuelles des Nations Unies. Elle compte actuellement quelque 16071 soldats dont plus de 5 000 au Nord Kivu. En dépit de cet engagement dont le coût annuel se chiffre à plus d'un milliard de dollars US (par comparaison le budget prévisionnel de la RDC pour 2018, à peine quatre milliards de dollars).

Vu l'insécurité de plus en plus croissante, il sied de dire que malgré la bonne volonté des militaires de la paix affectés à cet effet, le problème demeure non résolu. Cela est dû peut être aux méthodes non classiques que les groupes armés utilisent qui exigent la collaboration de tous (les militaires et la population).

Pour pallier cette difficulté de résolution de l'insécurité, il sied d'organiser des véritables assises, où toutes les forces vives de la nation d'abord vont se réconcilier effectivement et par après, organiser des assises au niveau international où tous les Etats impliqués de près ou de loin dans ces conflits, puissent contribuer au rétablissement de paix durable à l'Est de la République Démocratique du Congo. De ces résolutions de pacification de l'Est, les ONG, les médias et les recherches vont prester paisiblement, pour le développement de l'Est, par ricochet de la République Démocratique du Congo et de la région de Grands lacs en général.

Conclusion

En somme, cette réflexion a été axée sur la problématique de la prestation effective des ONG, des médias et de la recherche dans l'Est de la République Démocratique du Congo, en proie aux conflits armés. Nous avons montré que malgré la présence de la

mission des Nations Unies, cette insécurité demeure, vu les atrocités qui se font le jour au jour. Ces conflits armés ayant des causes endogènes et exogènes, doivent être résolues par des mécanismes autres que le dialogue permanent entre toutes les parties prenantes internes et externes. De ce dialogue permanent aboutira une pacification durable, qui donnera la possibilité aux ONG, aux médias et aux chercheurs, de vaquer librement à leurs occupations pour le développement intégral de l'Est de la République Démocratique du Congo en général et celui de la Rd Congo et de la Sous-Région de Grands Lacs en général.

Bibliographie

- De Faily Didier, « Coltan : pour comprendre... », in *L'Afrique des Grands Lacs, annuaire 2000-2001*.
- DINGANGA SIKABAKA Prosper, L'analyse des causes de l'insécurité permanente dans la région des Grands Lacs. Cas de la République Démocratique du Congo de 1998.
- LABANA LASAY ABAR, (2007), les conflits, stratégies, prévention, gestion et modes de résolution, Kinshasa, Chaire Unesco, 2007.
- Michel BEN ARROUS (Dir) : *Médias et conflits en Afrique*, Institut Panos, Afrique de l'Ouest, Paris, Karthala, 2001.
- MUKULUMANYA W.N.Z : La guerre de l'est en jeu, vérité oubliée et perspective de la paix, Kinshasa édition Zenda, 1999.
- Pabanel J.P., « La question de la nationalité au Kivu », *Politique africaine*, n° 41, mars 1991.
- Pourtier Roland, « La guerre au Kivu : un conflit multidimensionnel », *Afrique contemporaine*, n° 180, octobre-décembre 1996.

- TSHONZ Mata, *Medias au Zaïre, s'aligné ou se libérer*, Paris, Harmattan, 1996.

Webographie

- JED, *Rapport sur la liberté de la presse 2000*, <http://www.congonline.com>
- KAYEMBE, T. Malu et DRIM (dir.), *Situation des médias en RDC*, Paris, Institut Panos Paris, 2004, <http://www.panosparis.org/fr/doc/Situation.pdf>